

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

NOUVEAU PANORAMA GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE DU NORD

PAR

PIERRE RAZOUX (*) (**)

Six ans après l'éclatement des révolutions arabes de 2011, les Maghrébins vivent dans un contexte géopolitique instable et concurrent, soumis à des tensions, des rivalités et des menaces qui appelleraient un maximum de coopérations et de synergies entre les Etats d'Afrique du Nord, du Maroc à l'Egypte. Sans un tel effort de coopération, les liens historiques entre les deux rives de la Méditerranée risquent de ne pas suffire à redonner du sens à un espace nord-africain compartimenté, qui n'a désormais plus la moindre unité et qui est menacé par le délitement de l'espace sahélo-saharien. Alors que l'avenir de la Libye paraît toujours aussi incertain, quel bilan et quelles conclusions géopolitiques tirer de cette non-coopération maghrébine, dont le coût est évalué à 2-3 points de PIB (produit intérieur brut) pour chacun des Etats concernés ? (1)

LA MULTIPLICATION DES FRONTS DJIHADISTES ET SES CONSÉQUENCES SUR LES FRONTIÈRES

Depuis 2011, les fronts djihadistes se sont multipliés, prospérant sur l'anarchie et le chaos engendrés par le vide étatique affectant certains territoires, par les réactions violentes de certains régimes, par l'aggravation de la situation socio-économique, par l'absence de perspectives politiques, par l'ambition démesurée d'individus en mal de repères et de groupes mafieux sans scrupules, de même que par le jeu ambigu de certains acteurs régionaux.

Fin 2016, on peut identifier quatre fronts principaux. Le premier recouvre une partie significative de l'Iraq et de la Syrie sous la coupe de l'Etat islamique (Daech) autoproclamé par Abou Bakr Al-Baghdadi, mais aussi de groupes djihadistes affiliés à la mouvance Al Qaïda. Une fois chassés de Raqqa et Mossoul, il est fort probable que les djihadistes survivants rejoindront les autres fronts. Le deuxième d'entre eux se situe dans la péninsule du Sinaï. Les groupes djihadistes qui y sévissent visent

(*) Directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM, France).

(**) L'auteur s'exprime à titre personnel. Il remercie très chaleureusement Mohez Ellala, chercheur stagiaire à l'IRSEM, pour son très précieux soutien documentaire.

(1) *Dernières Infos d'Algérie*, 27 avr. 2016.

aussi bien le pouvoir militaire égyptien que les voisins israéliens, jordaniens et saoudiens (2). Soutenus par l'aile radicale du Hamas retranché dans la bande de Gaza, ils pourraient menacer à terme le canal de Suez de même que le trafic maritime et les exploitations gazières *offshore* en Méditerranée orientale et en mer Rouge. Le troisième de ces fronts, sans doute le plus dangereux à court terme, englobe la Libye, l'extrême Sud tunisien et la partie la plus orientale du désert algérien (3). Extrêmement actif, il accélère le processus de « somalisation » de la Libye et présente des risques pour la stabilité de l'Égypte, de la Tunisie, de l'Algérie, tout comme pour celle de l'Italie, de Malte et de la Grèce. Enfin, le dernier front djihadiste ne cesse de s'étendre le long de l'immense bande sahélo-saharienne, menaçant tout autant les pays d'Afrique du Nord que ceux de l'Afrique sahélienne, tout particulièrement le Mali et le Niger (4).

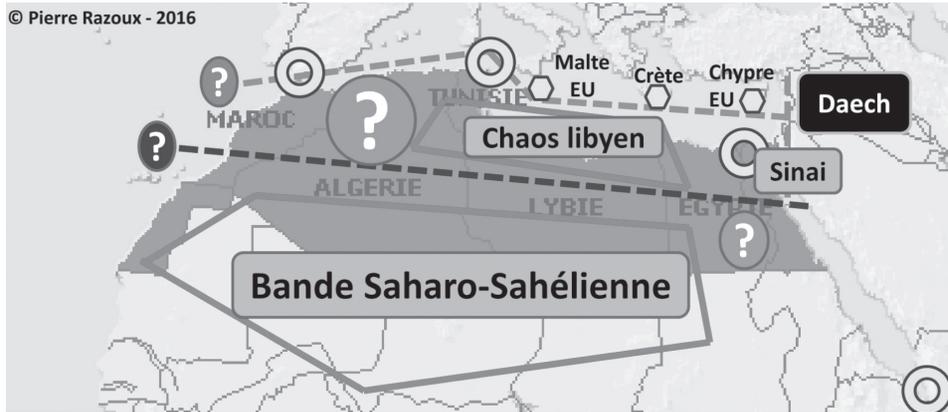
La présence de ces quatre fronts djihadistes à leur porte a transformé la vision que les Européens avaient du Maghreb. Alors que, pendant des décennies, ils privilégiaient la logique de pont et de coopération Nord-Sud, les Européens, inquiets, ne voient désormais plus l'Afrique du Nord qu'à travers un prisme sécuritaire qui leur fait se poser la question cruciale : où placer la frontière de leurs intérêts sécuritaires face aux menaces provenant du Maghreb ? faut-il faire passer cette nouvelle ligne de défense au milieu de la Méditerranée, comme le voudraient plusieurs partis populistes et dirigeants européens ? ou bien convient-il de placer cette ligne de défense contre le djihadisme beaucoup plus au Sud, de manière à repousser le plus loin possible les menaces ? Cette seconde option implique alors de coopérer étroitement avec les gouvernements maghrébins pour les aider à combattre un fléau qui les menace tout autant que les Européens. Notons que l'Empire romain, avec sagesse, avait opté en son temps pour la seconde solution.

(2) Cf. l'analyse prémonitoire d'Hélène SALLON, « Le Sinaï pris en étau entre les djihadistes et l'armée », *Le Monde*, 25 janv. 2016.

(3) Pour un aperçu exhaustif des forces djihadistes en présence, se reporter à l'excellent article d'Hélène BRAVIN, « La Libye en guerre », *Revue Défense nationale* n°777, fév. 2015.

(4) Cf. le panorama brossé par Olivier HANNE, « L'impact du Printemps arabe sur le Sahel », *Revue Défense nationale* n°777, fév. 2015.

Carte 1 : L'Afrique du Nord vue par les Européens



Demain, il sera de l'intérêt crucial des Etats d'Afrique du Nord, comme de ceux d'Europe du Sud, d'empêcher la liaison et, *a fortiori*, l'unification de ces quatre fronts djihadistes, car si cela devait survenir, c'est la stabilité de l'ensemble de la région qui serait menacée. L'Égypte, à l'intersection de trois d'entre eux, est tout particulièrement visée, d'autant plus qu'elle contrôle l'accès du canal de Suez. C'est l'une des raisons pour laquelle de nombreux pays occidentaux, mais aussi la Russie et les Emirats arabes unis, soutiennent sans réserve le régime militaire du président Sissi, pour garantir au passage la route maritime vitale reliant le détroit de Gibraltar au détroit de Bab el Mandeb.

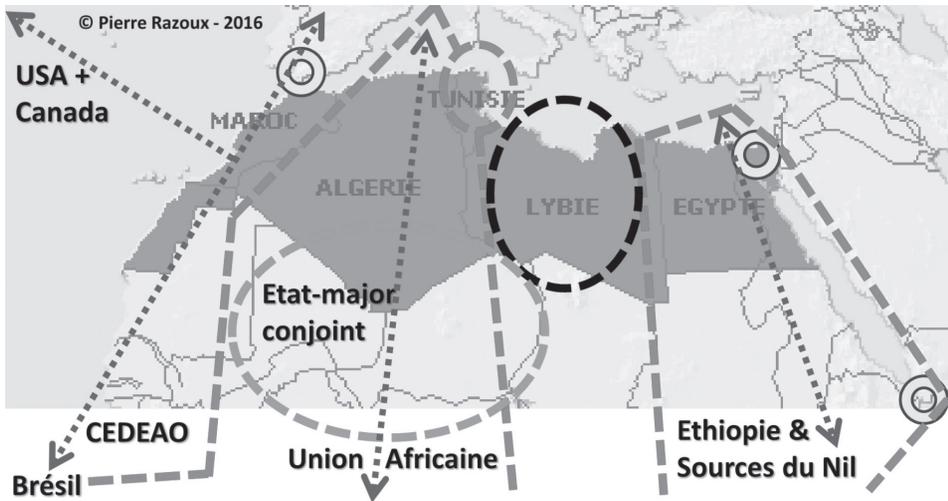
Le Maghreb ne s'est pas étiré sous l'effet de la dérive des continents ; néanmoins, sa dimension géostratégique – de par les influences extérieures qui s'y manifestent – s'est considérablement élargie au cours des dernières années. Les dirigeants nord-africains ont redécouvert le Sahel comme le prolongement naturel du Maghreb vers le Sud. Tous ont compris que leur pays ne constitue plus forcément un territoire de transit entre l'Afrique et l'Europe, mais qu'il s'apparente de plus en plus souvent à un terminus où les immigrants de tous acabits se sédentarisent, à la recherche d'un avenir meilleur. De fait, les Etats maghrébins regardent de plus en plus vers le Sud puisque, à cause de leurs rivalités incessantes, ils s'interdisent de regarder latéralement vers l'Ouest et l'Est, mais aussi parce qu'ils déplorent le repli populiste des Européens, accentué par la crise économique et les attentats terroristes de 2015 et 2016 (5).

Trois conséquences découlent de cet élargissement géopolitique. Tout d'abord, on voit clairement apparaître trois bandes d'influence verticales véhiculant vers le Sud les intérêts géopolitiques du Maroc (vers la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée et la Côte-d'Ivoire), de l'Algérie (vers le

(5) Cf. la tribune de Christophe AYAD, « L'israélisation du monde occidental », *Le Monde*, 2 déc. 2016.

Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Nigeria) et de l’Egypte (vers le Soudan et le Sud-Soudan) ; seule la Tunisie continue à regarder prioritairement vers l’Europe, dont elle attend beaucoup pour défendre son expérience démocratique. La Libye constitue pour sa part un véritable « trou noir », qui menace d’engloutir les acteurs de proximité.

Carte 2 : L’Afrique du Nord divisée en bandes d’influence verticales



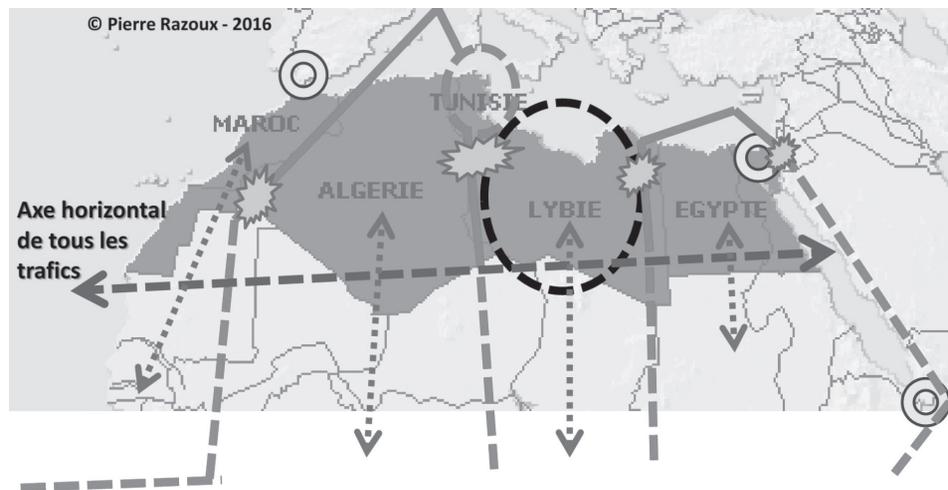
Deuxième conséquence, on peut voir les gouvernements du Maghreb courtiser de plus en plus l’Union africaine et les organisations régionales qui leur font face (Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest ou CEDEAO et Communauté économique des Etats d’Afrique centrale ou CEDEAC).

Troisième conséquence, la dimension géopolitique de l’Afrique du Nord s’est élargie à l’Est en direction de la Turquie. Dès le début du Printemps arabe, la Turquie, puissance régionale riveraine de la Méditerranée, a projeté son *soft power* en direction de la Tunisie, de la Libye, mais surtout de l’Egypte du président Morsi, trois pays initialement gouvernés par les Frères musulmans. La contre-révolution pilotée par l’Arabie saoudite a provoqué un retrait partiel de cette influence turque en Tunisie et en Libye, ainsi que sa perte totale en Egypte. Le maréchal égyptien Abdel Fattah al Sissi, qui entretient des relations délétères avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan, s’oppose par tous les moyens à son rival turc, avec un certain succès si on en croit les pertes de positions turques en Tunisie, en Libye et au sein de la mouvance palestinienne. La dérive autoritaire du régime, la crise des migrants poussés vers les côtes européennes par les combats ravageant l’Iraq et la Syrie, comme les bombardements contre les populations kurdes n’ont pas amélioré l’image du pouvoir turc, accusé

d'instrumentaliser leur errance et de profiter de la lutte contre Daech pour éliminer la question kurde. Chacun comprend désormais que le sort des crises syrienne et iraquienne impacte la sécurité de la Méditerranée et du Maghreb.

Résultat des tensions récurrentes et des menaces avérées, les États d'Afrique du Nord ont fermé la quasi-totalité des frontières est-ouest. Fin 2016, l'armée égyptienne restait massée à la frontière libyenne pour s'opposer à toute incursion djihadiste et pour accroître la pression à l'encontre des autorités libyennes qui peinent à s'entendre sur un gouvernement de coalition. Le maréchal Sissi, qui a mené des frappes en Libye, n'a pas écarté l'hypothèse d'une intervention militaire conditionnée à un mandat des Nations Unies ou/et de la Ligue arabe (6). Seule la frontière de 965 kilomètres entre l'Algérie et la Tunisie reste ouverte, patrouillée conjointement par des détachements tunisiens et algériens. Les services de sécurité des deux pays, très inquiets de la progression des attaques djihadistes, coopèrent étroitement, au point que l'armée algérienne disposerait d'un droit de suite sur le territoire tunisien (7). Cette entente pourrait toutefois être remise en cause si un pouvoir islamiste venait à gagner les élections en Tunisie.

Carte 3 : Fermeture des frontières est-ouest et porosité des frontières nord-sud en Afrique du Nord



En revanche, les experts observent tous que les frontières sud du Maroc, de l'Algérie, de la Libye et de l'Égypte sont restées poreuses avec les pays limitrophes de la bande sahélo-saharienne, permettant l'épanouissement

(6) *La Repubblica*, 17 mars 2016.

(7) *Direct Info* (site d'information tunisien), 27 mai 2014.

d'une économie parallèle dopée par la présence de groupes djihadistes en quête de financements (8). Durant la période 2011-2016, la priorité des gouvernements maghrébins a consisté à sécuriser la bande côtière méditerranéenne ou les abords des capitales pour protéger les pouvoirs en place. De fait, les trafiquants comme les combattants peuvent circuler facilement de la côte atlantique aux rives de la mer Rouge, justifiant le maintien par la France de l'opération militaire « Barkhane » (9) contre les groupes djihadistes éparpillés entre la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, malgré l'agacement des autorités algériennes, toujours très nerveuses de constater la présence de troupes occidentales à leurs frontières. Le trou noir libyen ne fait que renforcer cette réalité. Alors que le régime dictatorial du colonel Kadhafi avait maintenu l'unité de la Libye par la contrainte pendant quarante-deux ans, sa chute a ravivé les dynamiques d'émancipation liées à d'ancestrales rivalités tribales, ethniques et locales (10).

CONSÉQUENCES DES NOUVELLES POSTURES RÉGIONALES

Le Maroc se détache de plus en plus de son ancrage maghrébin pour poursuivre son pivot vers l'Afrique de l'Ouest et l'océan Atlantique, tout en conservant d'excellentes relations avec la France, l'Espagne et le Portugal, qui lui ouvre les portes du Brésil. Il se veut un partenaire incontournable de l'Union européenne et des Etats-Unis, dans la lutte contre le terrorisme comme dans la coopération économique. Le pouvoir chérifien regarde désormais vers le Brésil, les Etats-Unis et l'Inde, trois clients privilégiés qui achètent ses phosphates. Il sait que son statut de gardien du détroit de Gibraltar lui assure le soutien indéfectible des Etats-Unis. Convaincu qu'il faudra encore du temps pour apaiser les tensions avec l'Algérie entretenues par la question de la souveraineté du Sahara occidental, le pouvoir marocain a accéléré la montée en puissance de son terminal portuaire de Tanger Med, inauguré en 2007, qui lui permet désormais d'établir un axe de communication plus rapide entre le Maroc et les ports européens. Le pouvoir marocain compte d'autant plus sur ce *hub* qu'il estime qu'il deviendra un pôle de croissance régional lorsque la frontière entre le Maroc et l'Algérie se rouvrira.

Echaudé par sa mise à l'écart de l'Union africaine sous la pression de l'Algérie, mais aussi par les déclarations de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon sur le Sahara occidental (11), le Maroc

(8) Karine BENNAFLA, « Tournant frontalier au Maghreb et au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n°94, été 2015.

(9) Pour un aperçu de l'actualité de l'opération Barkhane, cf. la page dédiée du site Internet du ministère français de la Défense www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentation-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane.

(10) Pour un survol historique de l'histoire de la Libye, cf. l'ouvrage de référence d'André MARTEL, *La Libye, des Ottomans à Da'ech*, L'Harmattan, Paris, 2016.

(11) « Rabat critique les dérapages de Ban Ki-Moon sur le Sahara occidental », AFP, 9 mars 2016.

semble avoir abandonné ses prétentions pour le *leadership* maghrébin. Il se rapproche en revanche de la CEDEAO et projette son *soft power* en direction des pays francophones d'Afrique de l'Ouest, multipliant avec eux les *joint-ventures* dans le domaine de la banque, des services et du commerce. Sa stratégie, baptisée « nouvelle frontière », est claire : renouer les liens avec des Etats qui furent historiquement dans sa sphère d'influence et empêcher l'Algérie d'accéder à l'océan Atlantique (12). Ce n'est pas un hasard si le roi Mohammed VI a prononcé le discours du trône 2016 depuis Dakar, à l'occasion de sa visite d'Etat au Sénégal, au cours de laquelle il a signé d'importants contrats de coopération économique. C'est dans cette même logique qu'il a accueilli à Marrakech la conférence mondiale sur le climat (COP22), en novembre 2016.

Par effet miroir, l'Algérie cherche de son côté à ostraciser le Maroc et à montrer à ses voisins et partenaires des deux rives de la Méditerranée qu'elle reste le poids lourd régional sans lequel rien n'est possible, malgré les nombreux défis auxquels elle fait face : procrastination des réformes, opacité d'une gouvernance gérontocratique, poids de l'armée, rivalités affairistes, effondrement des revenus gaziers et pétroliers. De fait, le gouvernement algérien a multiplié les initiatives multilatérales avec les pays sahéliens, tout particulièrement dans le domaine sécuritaire. Il a mis sur pied à Tamanrasset un Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) avec les forces armées du Mali, de la Mauritanie et du Niger, pour lutter plus efficacement contre les groupes djihadistes circulant dans le sud de l'Algérie. Ce Comité exclut volontairement le Maroc et la Tunisie. Son appendice spécialisé dans le renseignement (l'Unité de fusion et de liaison) a été étendu à la Libye, au Nigeria, au Burkina Faso et au Tchad. L'Algérie cherche aussi à diversifier ses partenariats en s'ouvrant davantage à la Chine et à la Russie.

L'Algérie se trouve malgré tout à la croisée des chemins (13). Déstabilisé comme à la fin des années 1980 par les prix d'un baril durablement à la baisse, d'autant plus que Donald Trump a affirmé sa volonté de maintenir bas les prix des hydrocarbures, le pouvoir algérien panique, comprenant que sont comptés les jours pendant lesquels il pourra continuer d'acheter la paix sociale en ouvrant le robinet des subventions (14). Dans l'urgence, il a déstructuré en trois services distincts le puissant Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le seul à percevoir l'urgence d'importantes réformes structurelles. Prudente, l'institution militaire

(12) « Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une nouvelle frontière », Rapport de la Direction des études et des prévisions financières du gouvernement marocain, disponible sur le site Internet www.finances.gov.ma/depf/SitePages/publications/en_catalogue/etudes/2015/Relations_Maroc_Afrique.pdf.

(13) Aomar BAGHZOUZ, « La politique méditerranéenne de l'Algérie à l'épreuve des mutations géopolitiques régionales : changement ou continuité ? », *Maghreb-Machrek*, n°221, 2014.

(14) Selon plusieurs experts économiques maghrébins qui se sont exprimés lors du Forum international de réalités (Hammamet, 28-29 avr. 2016), l'Algérie aurait dépensé en trente mois la moitié des 200 milliards de dollars qu'elle conservait en réserve pour faire face à la baisse des prix des hydrocarbures. A ce rythme, elle aura épuisé ses réserves financières début 2019.

observe, joue les bons élèves auprès de ses partenaires occidentaux – dans le cadre de l'Alliance atlantique et du 5+5 Défense) et attend son heure, imaginant peut-être un scénario à l'égyptienne (15). Pour renforcer encore leur assise, les militaires ont convaincu le gouvernement algérien d'acquiescer auprès de la Russie d'importantes quantités d'armement moderne. Un point semble acquis, la génération d'officiers qui attend d'être promue n'est pas opposée à de possibles infléchissements de politique étrangère. Contrairement au pouvoir actuel qui refuse d'engager l'armée algérienne à l'extérieur des frontières du pays, au nom du respect du principe de non-ingérence, une équipe rajeunie pourrait accepter l'idée d'engager la force armée dans le voisinage de l'Algérie pour affirmer son autorité et lutter plus efficacement contre les groupes djihadistes et maffieux actifs aux frontières du pays (16). En attendant, la crispation du régime algérien luttant pour sa survie et la cristallisation de la question du Sahara occidental laissent à penser que ni Rabat, ni Alger ne feront la moindre concession l'un vis-à-vis de l'autre en cas de crise subite. Au contraire, chacun des deux gouvernements pourrait être tenté d'ostraciser l'autre pour souder la population derrière lui et faire diversion face aux difficultés socio-économiques dont tous les indicateurs montrent qu'elles risquent de s'accroître dans les années à venir.

Obnubilée par la défense de ses jeunes institutions démocratiques, menacée de déstabilisation par les groupes djihadistes actifs en Libye, tout comme par la mouvance salafiste radicale présente à l'intérieur du pays, la Tunisie n'a guère le loisir de se préoccuper de géopolitique. L'équipe actuellement au pouvoir a néanmoins pris ses distances avec la Turquie et le Qatar, qui avaient profité de la nomination d'un gouvernement proche des Frères musulmans, en 2012, pour renforcer leur influence dans le pays. Aujourd'hui, toute l'énergie du gouvernement de coalition est consacrée à accroître la sécurité intérieure en coopérant étroitement avec les autorités algériennes, mais aussi avec ses partenaires occidentaux qui voient dans la Tunisie le laboratoire démocratique du monde arabe qui ne doit pas échouer. C'est la raison pour laquelle Français, Allemands, Américains et Britanniques sont très actifs pour la protéger. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des forces spéciales britanniques ont même été déployées dans le Sud tunisien pour aider les autorités locales à combattre plus efficacement les groupes djihadistes (17).

En proie au chaos, la Libye n'est guère en mesure d'inscrire son action dans une quelconque pensée géopolitique (18). Tout au plus subit-elle les

(15) Yahia Zoubir, « Algeria's roles in the OAU/African Union: from National Liberation Promoter to Leader in the Global War on Terrorism », *Mediterranean Politics*, vol. XX, n°1, 2015.

(16) Discussions avec des responsables militaires et sécuritaires algériens souhaitant conserver l'anonymat. Pour une approche globale de la question algérienne, cf. *Questions internationales*, n° 81, dossier « L'Algérie, puissance régionale », oct. 2016.

(17) *The Telegraph*, 7 mars 2016.

(18) Cf. l'excellent article de Barah Mikail, « Les défis de la Libye », *Confluences Méditerranée*, n°94, été 2015.

événements et tente-t-elle de reprendre en main le gouvernail de ses institutions tout en luttant contre les groupes djihadistes qui pullulent sur son territoire. Malgré l'existence d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Fayez el Sarraj, la Libye reste fondamentalement partagée en trois zones d'influence bien distinctes autour de la Tripolitaine, de la Cyrénaïque et du Fezzan (19). Les rivalités claniques et tribales y restent très fortes, tout comme les luttes d'intérêt pour le contrôle des trafics et des ressources pétrolières et gazières. De leur côté, les djihadistes contrôlent encore des poches de résistance entre Syrte et Ras Lanouf et par là même plusieurs terminaux pétroliers. Ils se retrouvent coincés entre les deux principales factions établies à Tripoli et Tobrouk. De son côté, le général Khalifa Haftar, qui contrôle la portion la plus crédible des forces armées, a fait savoir, après ses succès de l'été 2016, qu'il ne ferait allégeance à un quelconque pouvoir central qu'à la condition d'être nommé chef de la future armée nationale libyenne. Cette situation chaotique n'est pas sans rappeler celle de la Somalie et plusieurs experts anticipent une « somalisation » de la Libye (20). C'est la raison pour laquelle certains appellent de leurs vœux des interventions militaires extérieures ponctuelles, pour empêcher les groupes djihadistes de se renforcer et de menacer le trafic maritime en Méditerranée et la stabilité des pays voisins. L'Égypte et les Emirats arabes unis (EAU) ont déjà frappé des camps djihadistes à plusieurs reprises et semblent prêts à recommencer si nécessaire. Pour éviter d'en arriver là, il n'est pas interdit d'imaginer que les principales factions libyennes s'entendent autour de la lutte contre les groupes djihadistes qui gangrènent leur pays, remettant à plus tard les choix politiques et institutionnels plus délicats.

L'Égypte maintient le regard tourné à la fois vers ses côtes septentrionales pour protéger ses gisements gaziers *offshore*, vers le Sud pour sécuriser la mer Rouge, le détroit de Bab-el-Mandeb et les sources du Nil, ainsi que vers Israël, avec qui Le Caire entretient une étroite coopération sécuritaire pour lutter contre les djihadistes solidement implantés dans la péninsule du Sinaï. Le pouvoir égyptien ne regarde que très peu le Maghreb, qui lui apparaît comme une source de problèmes dont il ne souhaite pas se mêler tant que sa frontière occidentale n'est pas menacée. Au Caire, le pouvoir militaire cherche à restaurer l'Égypte dans son rôle de phare du monde arabe, en renforçant son aura, son économie et son armée, tout en luttant contre le terrorisme, les revendications autonomistes et l'Islam politique, d'où qu'il provienne (21). Contrairement à ses prédécesseurs qui misaient sur une alliance stratégique avec Washington, le président Sissi souhaite diversifier les partenariats en nouant des liens privilégiés avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis qui le financent, luttent contre la

(19) Jean-Yves MOISSERON / Rafea TABIB, « Daech (ISIS) dans la Libye fragmentée », *Hérodote*, n°160-161, 2016.

(20) Kader ABDERRAHIM, « La Libye, un pays en voie de somalisation ? », IRIS, juin 2014.

(21) Michael Wahid HANNA, « The Sisi doctrine », *Foreign Policy*, août 2014.

mouvance des Frères musulmans comme lui et l'appuient diplomatiquement au sein du monde arabe, mais aussi avec la France et la Russie, qui l'arment, paraissent fiables et disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies (22). Ces partenariats à géométrie variable doivent permettre de s'adapter à toutes les configurations, y compris l'opposition ponctuelle ou la disparition de l'un de ces quatre partenaires privilégiés. A cet égard, l'élection de Donald Trump est une excellente nouvelle pour le raïs égyptien, puisque celui-ci, très pragmatique, ne semble attacher aucune importance au caractère autoritaire de ses interlocuteurs. Ce regain d'intérêt des Etats-Unis pour l'Egypte paraît d'autant plus crucial que le pouvoir égyptien n'écarte pas l'hypothèse d'avoir à prendre ses distances avec une Arabie saoudite de plus en plus fragilisée et isolée.

Toutes ces tensions ont accéléré la course aux armements en Afrique du Nord. En cinq ans (2011-2016), l'Algérie, le Maroc, mais surtout l'Egypte ont acquis d'importantes quantités d'armes sophistiquées qui sont venues renforcer des arsenaux déjà imposants. A eux seuls, ces trois pays ont acheté – ou se sont vus offerts – 4 satellites d'observation, 770 chars, 1 910 blindés légers, 222 hélicoptères, 169 avions de combat et 63 navires de guerre, dont 10 frégates et 2 gros navires de débarquement amphibie (BPC de classe *Mistral* livré par la France à l'Egypte après l'annulation de leur vente à la Russie), sans compter plusieurs dizaines de milliers de missiles (23). L'Afrique du Nord est ainsi apparue comme la troisième région importatrice d'armements, après la péninsule arabique et l'Asie du Sud-Est.

UN NOUVEAU GRAND JEU ?

L'Arabie saoudite, le Qatar et l'Iran sont perçus désormais comme des acteurs directs de la géopolitique du bassin méditerranéen. La première cherche à lutter contre les deux autres, en appuyant la contre-révolution égyptienne, en tentant de diffuser sa vision d'un Islam salafiste dans l'ensemble de la région et en luttant contre les Frères musulmans. Ces derniers sont accusés de véhiculer un Islam politique cherchant à instaurer des républiques islamiques perçues comme autant de menaces existentielles par des souverains ultraconservateurs peu enclins à remettre en cause leur pouvoir absolu. Les Emirats arabes unis, animés d'un agenda idéologique assez comparable à celui de l'Arabie saoudite, projettent eux aussi leur influence en Méditerranée, tout particulièrement en Egypte et en Libye, mais de manière plus subtile et moins visible, même si leur aviation est intervenue à plusieurs reprises contre des foyers djihadistes en Libye (24).

(22) Entretiens de l'auteur avec de hauts responsables sécuritaires et diplomatiques égyptiens, Le Caire, 1^{er}-5 nov. 2015.

(23) SIPRI Arms Transfers Database, mars 2016.

(24) Notamment au cours de l'été 2014. Cf. *L'Opinion*, 28 août 2014.

De son côté, le Qatar, grand rival de l'Arabie saoudite au sein du Conseil de coopération du Golfe, appuie la mouvance des Frères musulmans de toute la puissance de sa diplomatie et de ses finances, multipliant les projets d'investissements en Tunisie, en Libye et même en Turquie. Preuve de ce rapprochement stratégique entre Ankara et Doha, les deux gouvernements se sont entendus pour déployer des avions de combat qataris en Turquie et pour construire une base militaire turque au Qatar (25).

Les autorités iraniennes, pour leur part, déploient toute leur énergie pour contrer l'influence saoudienne en Méditerranée, tout particulièrement au Liban et en Syrie, mais aussi au Maroc, où la famille royale chérifienne entretient des liens familiaux avec la famille royale saoudienne ; ceux-ci se manifestent traditionnellement par d'importants investissements saoudiens au Maroc. Avec un certain succès, puisque le gouvernement iranien a convaincu le roi du Maroc de renouer les relations diplomatiques avec Téhéran (janvier 2015), ne serait-ce que pour pouvoir compter sur l'influence des communautés chiites en Mauritanie, au Sénégal et en Guinée, à l'heure où le Maroc cherche des appuis financiers pour projeter son influence en Afrique de l'Ouest (26). Les autorités saoudiennes restent prudentes vis-à-vis du Maroc, poursuivant leur investissement annuel d'un milliard de dollars destiné à renforcer les liens entre les deux monarchies (27). Pour renforcer ses positions, le pouvoir saoudien a annoncé qu'il s'était entendu avec le gouvernement égyptien pour que ce dernier lui rétrocède les îles Tiran et Snapir, en mer Rouge, afin d'y construire un pont reliant directement l'Égypte au royaume wahhabite (28).

La découverte d'importants gisements gaziers *offshore* en Méditerranée orientale, notamment Tamar, Dalit et Léviathan au large des côtes israéliennes, a ravivé les rivalités en Afrique du Nord. L'Égypte, qui dispose d'importants gisements *offshore*, déploie ses efforts pour les mettre rapidement en exploitation (29). La Russie, bien consciente du fait que les Européens cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement énergétique pour sortir de leur tête-à-tête avec le Kremlin, se tient aux aguets de manière à limiter autant que possible les canaux – autres que les siens – d'alimentation en gaz naturel de l'Europe (30). C'est l'une des raisons qui expliquent le regain d'activisme russe en Méditerranée orientale, tout particulièrement depuis que Vladimir Poutine a décidé d'intervenir militairement en Syrie, en septembre 2015, ce qui lui a

(25) The Washington Institute, 11 janv. 2016.

(26) *Tel Quel*, 27 fév. 2015.

(27) Entretien de l'auteur avec Fathlallah Oualalou, ancien ministre des Finances marocain, Tunis, 27 avr. 2016.

(28) Ehud EIRAN, « La diplomatie des îles de l'Égypte et de l'Arabie saoudite », I24News, 13 avr. 2016.

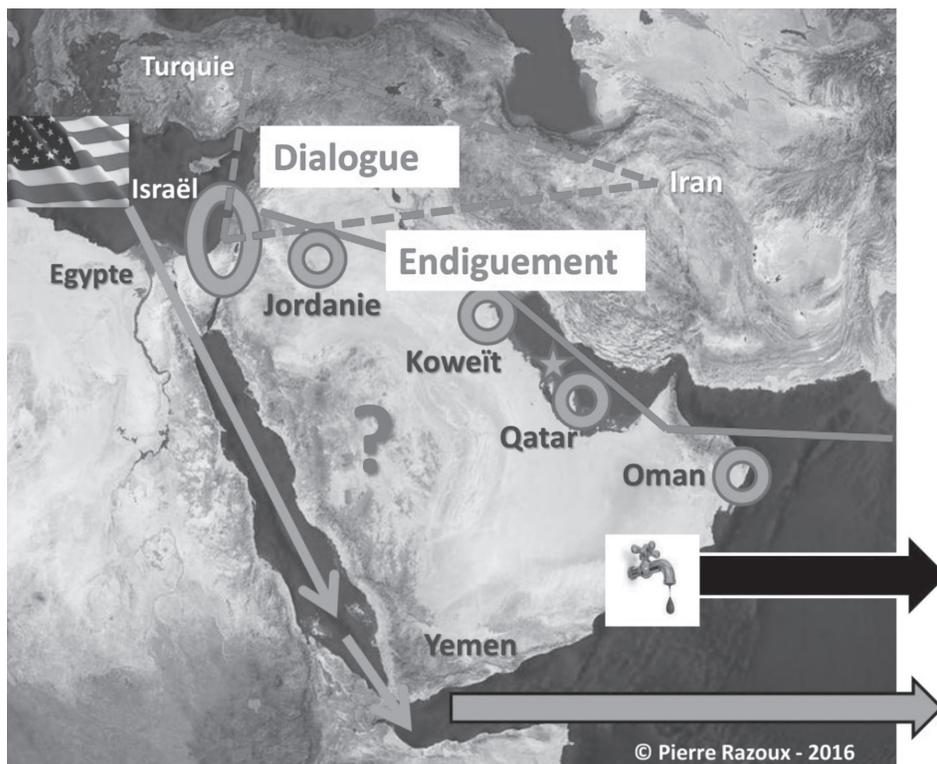
(29) D'autant plus que la découverte de l'immense gisement *offshore* « Zhor » au nord de Port-Saïd lui permettra à terme de subvenir à ses besoins et de redevenir exportatrice de gaz naturel, sans doute à partir de 2020.

(30) Nicolo SARTORI, « The Mediterranean energy relations after the Arab Spring: towards a new regional paradigm? », *Cahiers de la Méditerranée*, juin 2015.

permis au passage de neutraliser deux projets de gazoducs concurrents en provenance d'Iran pour le premier, du Qatar et d'Arabie saoudite pour le second ; tous deux devaient déboucher sur le littoral syrien pour alimenter les pays d'Europe du Sud.

De son côté, la nouvelle administration Trump poursuivra probablement le changement de logiciel opéré par Barack Obama. Contrairement à ce qu'avaient laissé entendre certains journalistes au moment du Printemps arabe au nom du fameux pivot vers l'Asie, les Etats-Unis ne se sont pas désengagés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais ils ont révisé leur stratégie, adoptant une attitude beaucoup plus prudente sur le plan militaire et plus offensive sur le plan pétrolier. Contrairement à l'ère Clinton-Bush, l'administration américaine n'est plus prête à intervenir militairement à tout bout de champ dans cette région. Elle ne le ferait que si les cinq intérêts majeurs des Etats-Unis dans la région étaient menacés : 1) se porter garant de la libre circulation maritime, du détroit de Gibraltar à l'océan Indien en passant par le canal de Suez ; 2) assurer la sécurité des citoyens américains le long de cet axe vital de communication maritime, en intervenant si nécessaire pour les évacuer ; 3) garantir la sécurité d'Israël en cas d'agression extérieure, tout en faisant comprendre au gouvernement israélien qu'il assumerait désormais seul la responsabilité des conséquences d'une agression de sa part en direction d'Etats de la région ; 4) rester présents dans la région pour contrôler, directement ou indirectement, les flux pétroliers en direction de l'Asie ; 5) maintenir un niveau d'incertitude géopolitique dans la région afin que les alliés de Washington continuent d'acheter des armes sophistiquées américaines – comme le rappelait Bill Clinton, ce sont les intérêts économiques des Etats-Unis qui prévalent au bout du compte : une analyse que Donald Trump semble faire sienne également.

Carte 4 : Les objectifs stratégiques des Etats-Unis en Afrique du Nord et au Moyen-Orient



Aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique se considèrent comme l'arbitre – et non plus comme l'un des joueurs – de la partie d'échecs qui se déroule dans la vaste région couvrant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Leur but n'est plus de faire triompher un camp contre l'autre, mais bien de s'assurer qu'aucun des camps en présence ne prendra d'avantage décisif de nature à bouleverser les fragiles équilibres régionaux. A bien des égards, la vision géopolitique « réaliste » des élites américaines rappelle celle qui prévalait à la fin des années 1970, lorsque la Maison-Blanche s'entendait avec le Kremlin pour régler les crises majeures, se reposant sur les acteurs non arabes de la région (Turquie, Israël et Iran) pour régler les crises mineures. C'est la raison pour laquelle on perçoit clairement les réticences de l'administration Trump à interférer dans la zone d'influence russo-iranienne qui englobe désormais l'Iraq et la Syrie. Elle pourrait toutefois décider d'adopter une stratégie plus intrusive en Afrique du Nord, tout particulièrement pour défendre la Tunisie et le Maroc, mais aussi pour reconquérir les positions perdues en Egypte.

Les Chinois restent à l'affût d'opportunités économiques en Afrique du Nord. Ils forment ainsi la première communauté étrangère d'Algérie, avec 40 000 ouvriers, ingénieurs et commerçants, tous très impliqués dans l'énergie et la construction d'infrastructures (autoroutes, ponts, bâtiments publics, *pipelines*), à travers la puissante China Railway Construction Corporation (CRCC) (31). Plus à l'Est, si le gouvernement tunisien a pour l'instant repoussé les offres chinoises visant les industries nationales du pétrole et du phosphate, il n'en a pas moins ouvert les portes de ses universités à un nombre chaque année plus important d'étudiants chinois venus apprendre l'arabe et le français pour mieux pénétrer demain les marchés maghrébins et africains (32). La Tunisie, très affectée par la crise économique, a surtout ouvert massivement ses supermarchés aux produits chinois beaucoup moins chers. Plus au Sud, Pékin reste très intéressé par les hydrocarbures libyens et aimerait renvoyer en Libye la plus grande partie des 36 000 travailleurs chinois qu'il lui avait fallu évacuer en 2011 au début de la guerre civile. En Egypte, les sociétés chinoises se montrent très actives pour pénétrer le marché du bâtiment et travaux publics (BTP) et nouer des relations amicales avec les autorités égyptiennes, leur permettant de garantir à long terme le passage de la flotte commerciale chinoise à travers le canal de Suez. Après le retrait des financements saoudiens, le gouvernement chinois s'est dit prêt à financer la construction de la nouvelle capitale administrative égyptienne, en plein désert, à mi-chemin du Caire et de Suez (33).

Même le Maroc, qui résistait jusque-là à l'entrisme économique chinois, semble avoir changé de stratégie. Le pouvoir marocain voyait en effet dans Pékin son plus grand concurrent sur le marché mondial des phosphates, tout en reprochant aux sociétés chinoises de ne recourir qu'à des travailleurs chinois sur les chantiers nord-africains. Il reprochait surtout à Pékin sa posture internationale, bien souvent contraire aux intérêts chérifiens. En avril 2016, une délégation de plusieurs centaines de chefs d'entreprise chinois s'est rendue au Maroc à l'invitation du palais pour explorer les pistes de coopération dans le domaine des industries manufacturières et industrielles, des énergies renouvelables et du tourisme. Pékin aurait indiqué son souhait de voir le Maroc accueillir plusieurs millions de touristes chinois, une aubaine pour l'économie marocaine. En mai 2016, le roi Mohammed VI s'est rendu en Chine pour conclure de nombreux contrats.

(31) *Jeune Afrique*, 2 juin 2015.

(32) Comme a pu l'apprendre l'auteur lors du Forum international « Réalités » précité.

(33) Entretien avec Hicham Mourad, professeur à l'Université du Caire, Paris, 22 nov. 2016.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DÉMONÉTISÉES

Si les grandes puissances semblent profiter de ces évolutions géopolitiques en Afrique du Nord et en Méditerranée, tel n'est pas le cas des organisations régionales et internationales. On ne peut que constater l'état de mort clinique du processus d'unification politique du Maghreb à travers l'Union du Maghreb arabe (UMA), créée en 1989 et dont le conseil des ministres des Affaires étrangères ne s'est plus réuni depuis mai 2013, cela, même si le conseil des ministres de l'Intérieur de l'UMA est parvenu à se réunir en avril 2016, sans déboucher sur des résultats tangibles. La Ligue arabe est devenue inaudible et s'est montrée incapable de prendre une position unifiée sur l'un ou l'autre des dossiers nord-africains.

L'Union européenne (UE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont à la peine. L'Europe est confrontée à un dilemme : comment améliorer la situation en coopérant avec des régimes qui sont la principale source des problèmes (34) ? La gestion de la crise des réfugiés syriens et irakiens en est un exemple flagrant, même si le Conseil européen s'est entendu pour créer l'opération « Sophia » l'autorisant à identifier, capturer et disposer des navires utilisés par les trafiquants. Cette décision fera jurisprudence puisque le Conseil de sécurité de l'ONU adoptera une résolution 2240 (9 octobre 2015) reconnaissant aux Etats concernés le droit d'intercepter, d'inspecter et de saisir les navires suspectés de trafics de migrants. Toutefois, l'Union européenne s'intéresse aujourd'hui davantage à la gestion des conséquences politiques du Brexit britannique et de la montée des populismes en Europe qu'elle ne s'investit dans la définition, pourtant cruciale, d'une vision stratégique concertée en direction de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord.

De son côté, l'OTAN tente de mobiliser les bonnes volontés à travers son Dialogue méditerranéen, qui englobe Mauritaniens, Marocains, Algériens, Tunisiens, Egyptiens, Israéliens et Jordaniens, sans grand succès, car les rivalités et tensions entre pays membres obèrent son efficacité. De fait, les pays de la rive sud de la Méditerranée privilégient les relations bilatérales avec l'Alliance atlantique pour accroître l'interopérabilité de leurs forces armées et la formation de leurs cadres, sans pour autant répondre véritablement à la finalité du partenariat. En conséquence, l'OTAN privilégie désormais les relations à la carte en s'appuyant sur les Etats prêts à contribuer militairement aux opérations de l'Alliance, notamment « Active Endeavour » (surveillance de la Méditerranée contre le terrorisme international). A la suite de l'UE et de l'ONU, le Conseil de l'Atlantique Nord est parvenu à s'entendre, le 11 février 2016, pour mettre en place une nouvelle mission navale destinée à lutter contre le trafic de migrants

(34) Abdennour BENANTAR, « Maghreb, Levant et Golfe : des recompositions à l'œuvre », *Revue Défense nationale*, n°772, été 2014. Cf. également Abdennour BENANTAR / Salim CHENA (dir.), *La Sécurité en Méditerranée occidentale*, L'Harmattan, Paris, 2015.

en mer Egée, à la suite de l'afflux de réfugiés en provenance de Libye, de Syrie et d'Iraq.

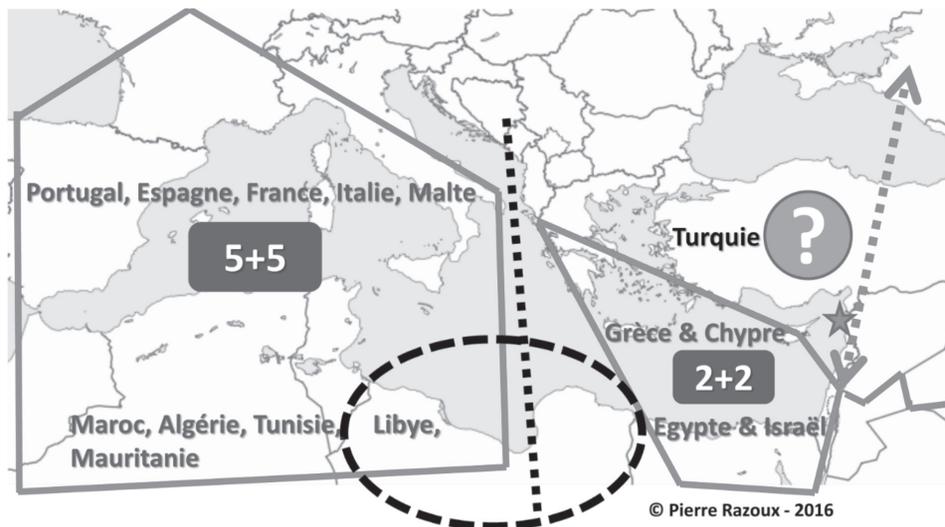
Le problème majeur au sein de l'OTAN, tout comme au sein de l'UE, reste l'absence de vision commune – et donc de stratégie cohérente – à l'égard du flanc sud – pour l'OTAN – et de la politique de voisinage – pour l'UE. Ces deux organisations restent partagées entre les Etats obnubilés par la Russie, ceux focalisés sur la Méditerranée et le Moyen-Orient et ceux qui n'ont tout simplement aucune compréhension des enjeux que représentent les pays de la rive sud de la Méditerranée. Ces derniers critiquent la position ambiguë de la Turquie, ne saisissant pas que la priorité du président Erdoğan, qui a compris que la Turquie ne ferait jamais partie du « club européen », consiste à obtenir des déclarations officielles de l'Alliance et de l'UE s'opposant formellement à la création d'une entité indépendante kurde dans la région.

Face à cette nouvelle donne géopolitique, les gouvernements israélien, grec et chypriote ont annoncé, en février 2016, leur volonté de créer un nouveau bloc géopolitique en Méditerranée orientale, pour mieux défendre leurs intérêts, notamment gaziers, mais aussi pour renforcer leur sécurité tout en isolant un peu plus la Turquie, avec laquelle ces trois Etats entretiennent des relations difficiles (35). Dans une étude particulièrement détaillée, Eran Lerman, s'inspirant du succès de l'initiative 5+5 en Méditerranée occidentale, a proposé de créer un partenariat 2+2 en Méditerranée orientale entre Israël et l'Egypte pour la rive sud, la Grèce et Chypre pour la rive nord (36). L'auteur, ancien ambassadeur d'Israël en Grèce, estime en effet qu'une telle initiative permettrait de renforcer la coopération économique et énergétique entre ces quatre Etats, tout en renforçant la sécurité des gisements gaziers *offshore* et en accroissant l'isolement géopolitique de la Turquie pour contraindre le gouvernement AKP du président Erdoğan à assouplir ses positions sur la scène régionale.

(35) Arye MEKEL, « A new geopolitical bloc is born: Israel, Greece & Cyprus », *The Jerusalem Post*, 21 fév. 2016.

(36) Eran LERMAN, « The Mediterranean as a strategic environment: learning a new geopolitical language », *Mideast Security and Policy Studies*, n°117, mars 2016.

Carte 5 : Scénario d'un nouveau découpage géopolitique entre les deux rives de la Méditerranée



Le président égyptien Sissi, qui a fait part de son intérêt, n'a pour l'instant pas répondu à cette proposition, apparemment soutenue par le gouvernement israélien, que le rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie, à l'été 2016, ne remet pas fondamentalement en cause (37).

L'AFRIQUE DU NORD : UN PARTENAIRE TOUJOURS IMPORTANT POUR L'EUROPE

Pour conclure, il convient de rappeler que l'Afrique du Nord reste toujours un partenaire économique et sécuritaire important pour l'Europe, même s'il faut se montrer très prudent vis-à-vis du discours lénifiant montrant la Méditerranée comme une mer intérieure, un pont et une maison commune aux deux rives de la Méditerranée (38) ; à la suite de Jean-François Daguzan, il est tentant de reconnaître que les trois mythes entourant la construction intellectuelle de la Méditerranée (l'unité du bassin méditerranéen, le paradis perdu d'Al Andalus, la paix par l'économie) telle que voulue par Fernand Braudel, se sont volatilisés (39). Comme le souligne ce chercheur, ni l'Europe ni les pays maghrébins n'ont véritablement conscience aujourd'hui qu'ils sont menacés d'un risque majeur du retour de

(37) *Ibidem*.

(38) Comme l'a martelé la philosophe tunisienne Hele Beji lors du Forum international « Réalités » précité.

(39) Jean-François DAGUZAN, « La fin de la Méditerranée ? Conséquence des révolutions arabes », *Cahiers de la Méditerranée*, n°89, 2014.

la guerre, mais aussi de « périphérisation », car l'axe stratégique du monde s'est déplacé vers l'Asie-Pacifique.

Pourtant, l'espace maghrébin de 97 millions d'habitants en compte en réalité 265 si on l'étend à l'Égypte et à la bande sahélo-saharienne, soit la moitié de la population de l'Union européenne. Il a la potentialité de devenir l'un des ateliers de l'UE, tout comme un marché captif si on s'en tient aux échanges commerciaux : en 2013, 70% des biens achetés en Afrique du Nord provenaient de l'UE ; 66% des produits exportés d'Afrique du Nord l'étaient à destination de l'UE (40). Trois ans plus tard, ces ratios se sont fortement tassés et ils n'ont pas été compensés par un regain de coopération entre les pays d'Afrique du Nord. C'est bien dommage, car l'Europe a besoin d'un Maghreb fort et uni. Ceux qui raisonnent en termes de jeu à somme nulle n'ont pas saisi que la situation présente était en fait perdante-perdante. Ni les États de la rive sud, ni ceux de la rive nord n'en sortent gagnants, pas plus que la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, qui espéraient percer dans cette région. Les seuls bénéficiaires sont pour l'instant les groupuscules armés qui ont misé sur le chaos et la faiblesse des États.

Si les révoltes arabes ont créé une opportunité pour davantage de coopération en Afrique du Nord (41), les contre-révolutions ont balayé cette opportunité, qui reste pourtant l'option la plus viable pour les gouvernements maghrébins s'ils veulent sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont enferrés et s'ils veulent exister économiquement et politiquement. Car le paradoxe, c'est qu'il existe aujourd'hui un axe de circulation entre l'océan Atlantique et la mer Rouge, mais au lieu de relier les capitales d'Afrique du Nord le long de la côte, il passe en catimini par les confins méridionaux de ces pays et ne profite qu'aux trafiquants et groupes djihadistes sans générer le moindre revenu fiscal ; pire, il accroît l'instabilité. Pour sortir de ce cercle vicieux, les élites maghrébines devront s'atteler à la plus impérieuse des tâches : changer les mentalités. Là serait la véritable révolution géopolitique.

(40) L'Année du Maghreb, 2013.

(41) Frédéric VOLPI, « Reconfiguring post-Cold War views of international order in the Mediterranean: The Arab uprisings as a conceptual and material turning point? », *Cahiers de la Méditerranée* n° 89, 2014.